



Mémoire 5M

Renouvellement de la politique culturelle du Québec pour le ministère de la Culture et des Communications

Contexte - La démarche de renouvellement de notre politique culturelle nous interpelle. En tant qu'institutions culturelles régionales, le regroupement des 5M tient à apporter sa contribution afin d'être entendu auprès du Ministère nous représentant. Nous tenons à remercier le ministre de sa volonté de recevoir notre mémoire et de prendre le temps de se déplacer dans notre belle région afin d'entendre et prendre en compte nos propositions.

Entrer en contact avec les publics, échanger, conserver le patrimoine, mettre en valeur, transmettre le savoir, s'associer, créer des liens, faire réfléchir, ouvrir les horizons et s'ouvrir au monde, voilà les enjeux en présence dans nos musées. Le tout dans un contexte de mondialisation où les technologies du numérique favorisent les échanges tout en mettant sur la Toile une multitude d'informations dans lesquelles la culture peut facilement être diluée et, qui plus est, celle des régions éloignées.

À l'amorce de ce mémoire, nous aimerions rappeler ce que sont les assises du développement durable et comment les institutions patrimoniales ont un rôle déterminant à jouer dans nos sociétés au niveau de leur identité :

¹« La compréhension populaire du développement durable le réduit souvent à une obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les décisions économiques. L'aspect social du développement durable reste, quant à lui, trop peu évoqué, expliqué et compris. ² » Certains enjeux du développement durable sont déterminants : « - l'intégration des impératifs que sont les droits de la personne, la diversité des expressions culturelles et la démocratie participative aux plans de développement culturel - l'urgence de trouver un point d'équilibre entre la vocation publique de la culture et son institutionnalisation - la nécessité de limiter le rôle sans cesse croissant du marché comme décideur ultime de l'attribution des ressources culturelles - la valorisation de l'initiative des citoyens, pris individuellement ou réunis en

¹ Extrait du mémoire du Musée de la Gaspésie déposé en 2013 au Groupe de travail sur l'avenir des musées

² <http://culture->

[dd12.org/sites/default/files/attachments/02_transcription_colloque_cultured12_visions_0.pdf](http://culture-dd12.org/sites/default/files/attachments/02_transcription_colloque_cultured12_visions_0.pdf), Simon Brault, directeur de l'École nationale de théâtre du Canada, fondateur de Culture Montréal

À LA
DÉCOUVERTE D'UN
**NOUVEAU
MONDE!**



associations ou en mouvements, comme gardienne de la liberté culturelle - la nécessité de comprendre et d'intégrer les spécificités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des plans de développement culturel. ² »

Il est important de rappeler «que ce n'est pas parce que l'art, la culture et le patrimoine constituent un grand secteur d'activité contribuant à l'économie ou même à la croissance du capital social qu'ils ont une valeur si fondamentale dans le développement humain, mais bien parce qu'ils distinguent l'homme de tout autre être vivant. ² » Donc selon la définition du développement durable et ses enjeux, nous pouvons affirmer que les institutions muséales en tant qu'outils culturels constituent un moteur de développement durable, au même titre que les activités d'ordre proprement économique, social ou environnemental et elles doivent donc être prises en compte dans le développement d'une société équilibrée et responsable. Comme l'affirme l'UNESCO, *la culture est le quatrième pilier du développement durable.*

La réalité de la culture en région éloignée

La péninsule gaspésienne située à l'est du Québec et considérée comme région éloignée fait face à une réalité qui diffère des autres régions près des grands centres urbains et métropolitains. Les institutions culturelles telles que les nôtres doivent faire face à des enjeux propres au contexte d'éloignement, d'accessibilité et de dévitalisation tout en répondant aux mêmes exigences que les autres institutions culturelles. Face à cette situation, nous souhaitons que la politique culturelle tienne compte de cet état de fait et qu'elle confère un statut particulier aux institutions œuvrant dans ces territoires.

Accessibilité - Compte tenu de l'étendue du territoire de la Gaspésie, l'accessibilité des routes, des biens et des services est souvent aléatoire. Plusieurs services gouvernementaux sont absents de la région, il n'y a pas d'université et il n'existe pas de transport en commun. Il n'y a plus de service ferroviaire depuis quelques années et par avion, il faut compter de 2 à 4 heures et déboursier entre 800 \$ et 1 200 \$ pour un aller-retour en classe économique pour se rendre à Québec ou Montréal. Le réseau routier est constitué principalement de la route 132, qui fait le tour de la péninsule à partir de Mont-Joli sur une distance de 1 009 kilomètres.

Problématique de l'éloignement - Il en coûte beaucoup plus cher pour un organisme en région éloignée de déplacer ses effectifs puisque les distances sont beaucoup plus grandes qu'en milieu urbain. La professionnalisation des employés par la participation à des formations, des colloques, la visite d'expositions d'autres musées, dont les grandes expositions des musées nationaux, ou même les simples activités de

À LA
DÉCOUVERTE D'UN
**NOUVEAU
MONDE!**



réseautage entre pairs peuvent demander de deux à dix heures de route seulement pour l'aller.

Par exemple, les frais de déplacement pour une formation à Montréal en partance de Gaspé coûtent autour de 2 000 \$. Les musées près des grands centres peuvent plus facilement se déplacer pour du réseautage, obtenir de la formation ou visiter des expositions d'envergure, à moindre coût. La professionnalisation des employés de nos institutions est donc problématique. Peu de stages de formation en ligne sont offerts par nos associations et les activités de réseautage sont extrêmement rares.

La même difficulté s'applique lorsque nous désirons louer des expositions en provenance d'autres musées. Les coûts reliés au transport sont exorbitants du fait du kilométrage à parcourir. Le transport d'élèves des régions avoisinantes par autobus scolaire est aussi coûteux pour les écoles.

La diffusion – Comme le mentionne Robert Lepage dans la vidéo présentée pour le renouvellement de la politique culturelle, au Québec et encore plus en région éloignée, la culture est souvent en position défensive, elle doit se battre pour prendre la place qui lui revient. Nous aurions besoin d'un petit coup de relations publiques afin de la faire valoir auprès de nos publics tant locaux que nationaux. Les médias des grands centres accordent peu, voire pas de place à la culture régionale. Il n'y a pas d'ouverture des sociétés de diffusion vers les régions. La diversité culturelle doit passer par l'accès à ce qui se fait en région vers les grands centres et non pas seulement des grands centres vers les régions.

Nous évoluons dans des milieux où l'identité locale et régionale est forte mais où nous avons à faire face à un faible niveau de scolarisation, à une démographie à la baisse et à un taux de chômage supérieur à la moyenne. Or, dans un contexte de mondialisation et d'uniformisation des cultures, les musées en région jouent un rôle plus qu'essentiel dans la sauvegarde de notre patrimoine et dans la définition de notre identité qui est aussi celle du peuple Québécois. Notre implication sociale et communautaire est importante tout comme notre devoir de conservation de la mémoire collective.

Malgré les difficultés rencontrées, à part le statut d'insulaire qui vient d'être reconnu aux îles-de-la-Madeleine, aucun des paliers gouvernementaux n'offre de reconnaissance ou de statut particulier aux régions éloignées comme la nôtre.

Dans une politique culturelle renouvelée, nous croyons que la reconnaissance de nos spécificités et de nos besoins en région constitue le fondement d'une démarche de développement durable. Cette reconnaissance doit se traduire par un rééquilibrage des programmes nous permettant de répondre à notre rôle premier sans toutefois créer de déficits. Nous sommes, tel un vigile, les gardiens de la mémoire collective régionale et avons le devoir de conserver l'identité de nos localités qui ensemble forment celle de la nation québécoise. De plus, nous demandons

À LA
DÉCOUVERTE D'UN
**NOUVEAU
MONDE!**



instamment que la télévision d'État ait aussi comme mission de traduire la vitalité culturelle de l'ensemble des régions du Québec.

La culture et l'éducation

Nos institutions, de par leur mission, sont des passeurs de mémoire, des producteurs d'émotions et des médiateurs culturels par excellence. Nous avons une vocation plurielle intégrant l'éducation des jeunes publics sur leur histoire et leur patrimoine. L'identité, le sentiment d'appartenance et la mobilisation du milieu sont la résultante d'une intégration réussie de nos actions diverses. L'accès au savoir et la démocratisation des institutions culturelles auprès des jeunes publics doivent faire partie de notre politique culturelle renouvelée.

La visite au Musée devrait faire partie du programme scolaire régulier et non pas être considérée comme une simple sortie de fin d'année. La visite au Musée doit être vue comme une autre façon d'apprendre, plus ludique et moins académique. Les Musées sont des médiateurs par excellence et ils possèdent les ressources afin de bien expliquer et présenter des éléments de l'histoire dans un environnement stimulant pour les jeunes. Découvrir un tableau ou un objet ancien en trois dimensions capte beaucoup plus l'attention du jeune que de voir une image dans un livre.

La mesure de soutien pour les sorties scolaires (renouvelée en 2013) a eu une incidence positive; elle a permis d'accroître la fréquentation des élèves dans nos musées. La poursuite de cette mesure est fortement souhaitée afin de donner accès à la culture au plus grand nombre d'enfants. Sa diffusion auprès des enseignants doit être accentuée afin que ceux-ci puissent mieux l'utiliser.

Le contact entre les écoles et les musées doit être facilité par la sensibilisation des enseignants à la culture.

Dans une politique culturelle renouvelée, nous désirons que s'intensifient les relations entre le milieu scolaire et les musées afin d'obtenir une reconnaissance officielle des musées comme institutions de savoir complémentaires pour l'école. La démocratisation des institutions muséales doit passer par l'accessibilité au savoir. En 2015, ce sont seulement 25 % des élèves qui ont profité de notre savoir-faire et de nos connaissances sur l'histoire et le patrimoine gaspésien. Nous visons un taux d'au moins 75 % des élèves.

À LA
DÉCOUVERTE D'UN
**NOUVEAU
MONDE!**



Le partage d'expertise

Tel que nous le faisons entre nous, c'est-à-dire nous regrouper pour être plus fort, collaborer et participer. Nous souhaitons que la prochaine politique culturelle encourage les institutions publiques et privées locales, régionales et nationales à partager leur expertise et à travailler ensemble autour de projets communs.

Musées ressources régionaux - Parce que notre champ disciplinaire est celui de l'histoire-ethnologie-archéologie, la mise en place du regroupement des 5M s'est construite de manière tout à fait naturelle. Les enjeux communs ont été plus faciles à cibler et les solutions plus rapides à mettre en place. Nous nous sommes organisés, avons partagé nos missions respectives pour constater que nous étions complémentaires dans nos offres de services. Le regroupement des 5M et le travail de positionnement ainsi que le développement d'une image commune constituent une force de frappe que nous n'aurions pas si nous étions seuls. Nous travaillons à développer des projets communs, un à un, et nous avons établi des objectifs clairs. Le tout s'est fait par les directions des musées, à bout de bras, souvent en dehors des heures de travail.

Pour que ce regroupement aille au-delà de projets ponctuels et pour encourager le partage d'expertise et le développement de projets communs porteurs, la politique culturelle renouvelée devrait outiller les régions en donnant à certains établissements le rôle de musées-ressources afin qu'ils puissent avoir les effectifs et les moyens de travailler ensemble.

Institutions nationales - La démocratisation de la culture, c'est aussi être capable d'échanger entre pairs, de mettre nos forces en commun et de construire un solide réseau. Nous avons des institutions nationales dont nous pouvons être très fiers, mais n'avons jamais la chance de nous associer autour de projet communs ou simplement d'échanger sur les enjeux en présence. Il y a peu de contacts entre les directeurs de petits musées et les directeurs des grandes institutions.

En créant de telles alliances, il serait plus facile de faire valoir les besoins de chacun quant aux expositions itinérantes et leur pertinence pour les musées en région.

Expositions itinérantes: L'échange d'expositions itinérantes entre musées peut être difficile puisque certains musées nationaux n'adaptent pas leurs expositions aux petits musées qui aimeraient bien les faire venir sur place; le Musée acadien du Québec par exemple, qui a une salle de seulement 100 m², ne peut pas louer les expositions du Musée de la civilisation qui les conçoit pour des espaces de plus de 650 m². De plus, les coûts pour la location d'expositions temporaires sont de plus en plus élevés. Lorsque de petites institutions comme les nôtres ont un budget d'exploitation de 20 000 \$ par année pour la présentation de quatre à six expositions temporaires, nous ne pouvons nous permettre de louer une exposition à 10 000 \$.

À LA
DÉCOUVERTE D'UN
**NOUVEAU
MONDE!**



Dans une politique culturelle renouvelée, nous souhaitons que les institutions nationales, régionales et locales soient encouragées à s'associer afin d'échanger et partager leur réalité et leur expertise et de travailler à des projets communs. Le tout, afin de consolider les expériences et d'enrichir l'ensemble du réseau des organismes culturels. En tant que réseau, nous avons un rôle important à jouer auprès de la population en général pour démocratiser la culture et c'est en nous associant que nous allons y réussir.

Le numérique et la culture participative

Les visiteurs sont au centre des préoccupations muséales et à l'ère de la mondialisation et des nouvelles technologies, ils ont changé et sont devenus plus exigeants. Ils demandent à faire partie de l'expérience de visite et sont de plus en plus intransigeants quant au rendu final et aux outils proposés. La mise en place de cellules ou d'écosystèmes et le renforcement de l'expertise au niveau de « l'expérience visiteur » doivent être privilégiés afin d'aider nos institutions à bien répondre aux exigences de l'amateur et de l'érudit culturel.

³Depuis une trentaine d'années, nous voyons les musées se transformer, et ce de manière évidente. Ces changements sont en relation directe avec l'objet qui depuis la création des cabinets de curiosités était à la base de l'exposition. Pour un musée, tout tournait autour de cet objet qu'on devait collectionner, conserver et mettre en valeur par la mise en place d'expositions. On assiste aujourd'hui à un changement où la relation entre l'objet, l'exposition et le visiteur s'est transformée en un schéma axé sur le visiteur.⁴ Les musées se sont démocratisés et ne sont plus des institutions orientées vers une élite sociale comme l'étaient les cabinets de curiosités et les musées traditionnels, mais vers une communauté mondiale de plus en plus sollicitée et capable de penser, d'agir et d'interagir.

« La réalité même de citoyenneté culturelle est évidemment plus concrète et palpable avec les progrès du numérique qui outille les citoyens comme acteurs de leur vie artistique et culturelle et qui leur confère un pouvoir culturel qui était jusqu'alors monopolisé par les institutions et les professionnels investis de la connaissance, des ressources et de l'expertise culturelles. Concrètement, la chaîne programmation-crédation-production-diffusion-consommation est désarticulée par le numérique, et celui qui était jusque-là un consommateur culturel peut rompre avec

³ Extrait du mémoire du Musée de la Gaspésie déposé en 2013 au Groupe de travail sur l'avenir des musées

⁴ DESVALLÉES, André, SCHÄRER, Martin et DROUGUET, Noémie, « Exposition », *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, Paris, Armand Colin, 2011, pp. 133-173.

À LA
DÉCOUVERTE D'UN
**NOUVEAU
MONDE!**



la passivité et l'absence d'influence qui s'imposaient comme postulat de sa relation avec la culture.⁵» Le musée ne peut donc plus se contenter d'être un diffuseur de savoir, mais doit en même temps, être capable d'interagir, de faire participer, de divertir et de susciter la curiosité. Les musées ne sont plus des « boîtes fermées⁶.»

Les musées doivent sans cesse se repositionner et c'est à ce moment qu'intervient la médiation culturelle. « Avec le changement d'orientation du musée, désormais centré sur les publics, la fonction de médiation prend tout son sens et connaît un large déploiement. En effet, par souci de cohérence et d'efficacité, la préoccupation du public doit se matérialiser dans plusieurs sphères du musée. Les dispositifs de médiation peuvent être multiples (humain, signalétique). D'ailleurs, l'exposition peut même être considérée comme une activité de médiation, car elle vise à transmettre une information d'une façon visuelle.⁷ » Les choix d'activités doivent s'orienter en fonction de l'échange, de l'implication et de l'adhésion de sa communauté. « Ainsi démocratisation, communication et participation s'interpellent-elles l'une vers l'autre. Car autrement comment démocratiser le musée si le public n'est pas mobilisé?⁸ »

Puisque nous sommes une région touristique et que nos institutions évoluent au même rythme que celle-ci, nous devons offrir à nos visiteurs une expérience de visite à la hauteur de celles offertes dans les grands centres. Nous devons nous adapter à cette clientèle estivale, aux amateurs comme aux habitués. Ceci signifie présenter une programmation diversifiée, offrir des infrastructures adaptées et une expérience visiteur hors du commun, que ce soit par la médiation culturelle, par les technologies ou la combinaison des deux. Les nouveaux moyens de médiation culturelle au sein des institutions réinventent l'expérience des visiteurs à travers la réalité augmentée, la 3D et les interfaces homme-machine.

Pour attirer nos visiteurs et les garder captifs, nous devons nous mettre à niveau et leur offrir des expériences uniques et authentiques. Cette offre touristique va bien au-delà de notre mission première et surtout au-delà des fonctions usuelles de nos effectifs. Au cours de la prochaine année, plusieurs projets d'infrastructures et de thématiques utilisant le numérique

⁵<http://www.conseildesarts.ca/nouvelles/discours/vu128953466741476638.htm> Remarque de Simon Brault, Assemblée générale de la Commission canadienne pour l'Unesco.

⁶ http://culture-dd12.org/sites/default/files/attachments/02_transcription_colloque_culturedd12_visions_0.pdf Amareswar Galla, professeur et directeur de l'International Institute for the Inclusive Museum de Copenhague

⁷ CHARLÉTY, Valérie. « Réflexions sur la fonction médiatrice du musée » (pp. 41-57). Dans : THIÉBLEMONT-DOLLET, Sylvie, dir., Art, médiation et interculturalité, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2008, 196 pages.

⁸ DAIGNEAULT, Lucie, L'évaluation muséale, savoirs et savoir-faire, Presses de l'Université du Québec, 2011, 328 pages, p.23

À LA
DÉCOUVERTE D'UN
**NOUVEAU
MONDE!**



vont voir le jour dans notre région. C'est le cas du Géoparc à Percé avec sa salle multimédia, du parcours illuminé de « Moment Factory » à Chandler et de la Gaspésienne n° 20 avec la réalité augmentée du CardBoard à Gaspé. Les projets n'ont de limites que les budgets obtenus.

Les façons de faire des expositions sont plus que jamais transformées par le multimédia et la technologie. Le message, l'objet, leur présentation dans l'espace et leur diffusion en nos murs comme à l'extérieur de nos murs sont tout aussi importants et font partie intégrante de la médiation et de l'expérience. Nos équipes doivent s'adapter à cette nouvelle forme de muséologie participative et technologique.

Dans le renouvellement de la politique culturelle du Québec, il faut s'assurer de donner aux institutions culturelles les moyens et outils afin de pouvoir suivre cette vague où la participation active de la communauté est requise et où les technologies sont bien présentes. Nos équipes de travail doivent pouvoir créer entre elles et le secteur privé des écosystèmes ou des cellules permettant de répondre aux besoins de nos visiteurs en quête d'expériences culturelles.

Le financement

Les institutions muséales sont le reflet de nos sociétés locales, régionales et nationales. Nous avons le devoir de bien les représenter. Malheureusement, plusieurs d'entre nous vivent des difficultés d'ordre financier et s'estiment particulièrement chanceux de pouvoir procurer malgré tout des services de qualité aux visiteurs. Nous faisons beaucoup avec peu de moyens. Fait reconnu dans le Rapport Corbo, les institutions muséales du Québec accusent un retard en matière de financement public. Nous souhaitons ardemment que dans la politique culturelle renouvelée, le ministère de la Culture donne suite aux recommandations du rapport en matière de financement des institutions muséales.

Au cours des deux dernières années, les effets collatéraux des divers remaniements régionaux agissent négativement sur la vitalité du secteur artistique et culturel. La mise en branle des grands changements en matière de gouvernance régionale, avec l'abolition des conférences régionales des élus (CRE) et le transfert de leurs responsabilités aux municipalités régionales de comté (MRC), affaiblit et remet en question les structures des services culturels offerts en région éloignée. L'abolition des forums-jeunesse, la réorganisation des services de développement économique, le resserrement des mandats d'organismes de services et les remaniements de structures nous affectent directement et provoquent le départ de jeunes professionnels plus sensibles à la culture et au patrimoine. Il est de plus en plus difficile de recruter des professionnels et encore plus de former des équipes solides permettant à nos institutions de répondre aux demandes de nos ministères mais aussi de nos visiteurs.

Les musées ouverts à l'année manquent de personnel de gestion des collections, de mise en place d'expositions et d'animation, et les centres d'interprétation peinent à pouvoir s'offrir une

À LA
DÉCOUVERTE D'UN
**NOUVEAU
MONDE!**



direction rémunérée à l'année. Nombreux sont ceux qui doivent compter sur des équipes de bénévoles.

Le sous-financement des institutions muséales ne nous permet pas d'être proactifs et de remplir notre mission de base de conservation, de mise en valeur et de diffusion de la culture. Les institutions doivent composer avec une réduction de personnel, une déprofessionnalisation des effectifs et une programmation de base. Certaines normes devraient être appliquées lorsqu'un musée est reconnu.⁹

Le financement des institutions culturelles en région éloignée devrait tenir compte des facteurs d'éloignement et de la rareté de la main-d'œuvre professionnelle. Le renouvellement de la politique culturelle devrait considérer les recommandations du Rapport Corbo qui reconnaît le retard qu'accusent les musées en matière de financement public.

Le programme Mécénat Placements Culture a permis à deux de nos cinq institutions de se prévaloir de subventions qui, maintenant placées dans des fonds permanents ou temporaires, aident à payer les effectifs et à créer des activités. Nous souhaitons ardemment que se poursuive ce programme et que d'autres institutions s'en prévalent; nous souhaitons également que soit encouragée la philanthropie en proposant des déductions fiscales alléchantes pour nos futurs donateurs.

En conclusion - L'avenir de nos institutions culturelles en région dépend directement des actions que nous allons mettre en place dans les prochaines années. Le renouvellement de la politique culturelle du Québec est d'autant plus important qu'elle en définira les bases. C'est pourquoi nous estimons très important que les institutions muséales prennent le temps d'exposer leurs propositions et ce malgré une charge de travail énorme que nous impose un début de saison estivale. En prenant en compte les besoins des communautés et d'une clientèle de plus en plus exigeante, nous aurons à travailler doublement à faire de nos institutions non pas des « boîtes fermées » mais des lieux ou espaces ouverts sur le monde. Pour que nos musées en région se développent pleinement, il faudra créer des alliances, s'associer, se compléter et travailler avec les instances gouvernementales afin que le financement suive le rythme et la cadence imposés par l'arrivée de nouvelles technologies et les nouveaux besoins de notre clientèle tout en poursuivant notre mission de conservation, de mise en valeur et de diffusion du patrimoine culturel gaspésien. Nous considérons enfin que notre éloignement géographique et la dévitalisation de nos milieux ne devraient pas nuire à notre développement; au contraire, nous devrions recevoir de la part de nos gouvernements les ressources nécessaires afin de revitaliser notre milieu en créant des emplois et en reconnaissant notre statut de région éloignée.

⁹ Extrait du mémoire du Musée de la Gaspésie déposé en 2013 au Groupe de travail sur l'avenir des musées

À LA
DÉCOUVERTE D'UN
**NOUVEAU
MONDE!**



Nous, les Musées gaspésiens, aimerions occuper une place d'importance dans le spectre des musées régionaux et nationaux, et ce en tant que région historique d'importance pour le Québec et le Canada.

Nous tenons à remercier le ministre de l'exercice de mémoire proposé et espérons avoir l'occasion de présenter celui-ci lors de l'audience qui aura lieu au sein de notre institution!

Nathalie Spooner

Rédactrice du mémoire

Directrice générale du Musée de la Gaspésie

Avec la participation :

Louise Cyr directrice générale du Musée acadien du Québec

Johanne Murray, directrice générale du Manoir Le Boutillier

Thomas Martens, directeur général du Site historique du Banc-de-pêche-de-Paspébiac

Jean-Luc Tremblay directeur du Bourg de Pabos

Rober Henry correcteur